


L'effondrement de l'Arabie saoudite est inéluctable

Dans cet article, Nafeez Ahmad, analyse avec clarté et précision les mécanismes économiques qui vont conduire de manière inéluctable à l'effondrement du régime saoudien. Il distingue en particulier deux tendances économiques profondes qui minent la légitimité de la famille régnante. D'un côté, avec la baisse prolongée du prix du pétrole, les recettes de l'Etat baissent et il devient impossible de poursuivre la politique de redistribution. D'autre part, l'augmentation de la consommation énergétique locale réduit de manière conséquente les capacités à exporter du royaume et donc ses recettes. La crise financière de l'Etat a dans ce contexte toutes les chances de se transformer en crise politique. Et au final, ce régime archaïque reposant sur une économie rentière, n'a-t-il pas été pris à son propre piège, celui de faire baisser les cours du baril pour affaiblir ses concurrents ?

Le mardi 22 septembre, Middle East Eye a révélé dans un  article qu'un éminent membre de la famille royale saoudienne appelait à un changement à sa tête afin d'éviter la chute du royaume.

Dans une lettre diffusée auprès des princes saoudiens, son auteur, petit fils du défunt roi Abdelaziz Ibn Saoud, a reproché à l'actuel roi Salmane d'être à l'origine de problèmes sans précédent qui ont mis en danger la survie de la monarchie.

« Nous ne pourrions pas endiguer les pertes financières ni mettre un terme aux comportements politiques adolescents et aux risques militaires à moins de changer les processus de prise de décisions, même s'il faut pour cela aller jusqu'à

changer de roi », a averti la missive.

Qu'un coup d'État royal soit en préparation ou non – et les observateurs avertis considèrent une telle éventualité « fantaisiste » – l'analyse que cette lettre fait de la situation critique et pressante de l'Arabie saoudite est d'une précision saisissante.

Comme de nombreux pays de la région avant elle, l'Arabie saoudite s'apprête à faire face à un tourbillon d'épreuves corrélées qui, si l'on se fie à l'histoire, mèneront la monarchie à sa perte au cours de la prochaine décennie.

L'hémorragie de l'or noir

La question la plus épineuse est celle du pétrole. La principale source de recettes de l'Arabie saoudite est bien sûr l'exportation de pétrole. Au cours des dernières années, le royaume a procédé à des extractions en quantité record afin de maintenir sa production à flot, conservant des prix bas, ce qui a permis de freiner la concurrence des autres producteurs de pétrole dans le monde qui ne peuvent pas se permettre de rester dans la course en réalisant si peu de marges ; ceci a ainsi ouvert la voie vers la dominance pétrolière saoudienne.

Mais les réserves ont une durée de vie limitée pour une Arabie saoudite qui pompe à un rythme dément. Une nouvelle étude spécialisée parue dans le Journal of Petroleum Science and Engineering projette que l'Arabie saoudite va constater un pic dans sa production pétrolière, qui sera suivi par un déclin inexorable en 2028 – dans seulement treize ans.

Mais ce serait probablement sous-estimer l'étendue du problème. Selon le Modèle des pays exportateurs (MPE) inventé par le géologue pétrolier texan Jeffrey J. Brown et par le Dr Sam Foucher, la question principale ne concerne pas seulement la production de pétrole, mais la capacité à exporter la production face à la croissance des taux de consommation à l'intérieur du pays.

Jeffrey J. Brown et Sam Foucher ont démontré que le point d'inflexion à surveiller était celui où un producteur de pétrole ne parvient plus à augmenter la quantité de pétrole vendu à l'étranger en raison de la nécessité de répondre à la demande croissante en énergie sur son propre territoire.

En 2008, ils découvraient que les exportations pétrolières nettes de l'Arabie saoudite avaient déjà entamé leur déclin depuis 2006. Selon leurs prévisions, cette tendance allait se poursuivre.

Et ils avaient raison. De 2005 à 2015, les exportations nettes saoudiennes ont connu un taux de déclin annuel d'1,4 %, en accord avec les estimations prévisionnelles de Jeffrey J. Brown et Sam Foucher. Un rapport publié récemment par Citigroup a prévu que les exportations nettes plongeraient jusqu'à zéro dans les quinze prochaines années.

De la fortune à la misère

Cela signifie que les recettes enregistrées par l'État saoudien, dont 80 % proviennent des ventes de pétrole, sont condamnées à la chute perpétuelle.

L'Arabie saoudite est le plus gros consommateur d'énergie de la région, la demande des ménages ayant grimpé de 7,5 % au cours des cinq dernières années – principalement en raison de la croissance démographique.

On estime que la population saoudienne totale va croître des 29 millions actuels à 37 millions aux alentours de 2030. Comme l'essor démographique absorbe la production énergétique saoudienne, la prochaine décennie verra probablement la capacité d'exportation pétrolière du pays se restreindre de plus en plus.

L'Arabie saoudite tente d'explorer la piste des énergies renouvelables afin de réduire la dépendance des ménages au pétrole, espérant ainsi libérer une partie de sa production

pour la vendre à l'étranger et maintenir ses recettes.

Cependant, plus tôt cette année, la pression exercée sur les finances du royaume a commencé à se faire sentir lorsqu'a été annoncé un retard de huit ans sur le programme d'énergie solaire ayant coûté 109 milliards de dollars et qui était supposé produire un tiers de l'électricité du pays aux environs de 2032.

Les recettes de l'État ont donc subi les effets collatéraux de la stratégie royale inconsiderée qui visait à ralentir ses concurrents en matière de production pétrolière. Comme je l'ai rapporté dans un précédent article, c'est justement pour maintenir au plus bas les cours mondiaux du pétrole que l'Arabie saoudite a conservé une production élevée, torpillant la rentabilité de la prise de risques sur de nouveaux marchés pour ses concurrents, les autres pays de l'OPEP ou les industriels du gaz de schiste aux États-Unis.

Les finances saoudiennes n'ont pas échappé aux répercussions des diminutions drastiques des profits qui ont suivi – mais l'idée de départ était que les importantes réserves financières du royaume lui permettraient d'affronter la tempête jusqu'à ce que ses concurrents soient contraints de sortir du marché, tout incapables qu'ils seraient de compenser le manque de rentabilité.

Mais cela n'a pas encore eu lieu. Pendant ce temps, les considérables réserves de l'Arabie saoudite tombent à des niveaux sans précédent, chutant de leur pic de 737 milliards de dollars atteint en août 2014 à une valeur de 672 milliards de dollars en mai, soit une chute d'environ 12 milliards de dollars par mois.

À ce rythme, à la fin 2018, les réserves du royaume pourraient atteindre la très basse valeur de 200 milliards de dollars, une éventualité que les marchés pourraient bien anticiper beaucoup plus tôt, ce qui déclencherait une fuite de capitaux.

Pour compenser cette prévision, l'approche du roi Salmane a été d'accélérer ses emprunts. Que se passera-t-il quand, au cours des prochaines années, les réserves s'épuiseront et la dette augmentera, tandis que les revenus générés par le pétrole resteront très limités ?

Comme dans le cas des régimes autocratiques tels que l'Égypte, la Syrie et le Yémen – qui doivent tous faire face à des degrés variables d'instabilité locale – quand les temps seront durs, les fastueuses subventions intérieures feront partie des premières dépenses dans lesquelles il faudra tailler. Dans les pays énoncés, les réductions successives des subventions en réponse à l'impact de la flambée des prix de la nourriture et du pétrole ont directement nourri le mécontentement, qui fut ensuite à l'origine des soulèvements du « Printemps arabe ».

La fortune pétrolière de l'Arabie saoudite, et sa capacité hors du commun à maintenir de généreuses subventions pour le pétrole, le logement, la nourriture et d'autres biens de consommation, jouent un rôle majeur dans la prévention des risques d'instabilité civile. Les subventions énergétiques couvrent à elles seules un cinquième du produit intérieur brut saoudien.

Points de pression

À mesure que les recettes subiront une contrainte grandissante, la capacité du royaume à maîtriser les dissidences à l'intérieur du pays faiblira, comme cela a déjà été le cas dans d'autres pays de la région.

Environ un quart de la population saoudienne est frappé par la pauvreté. Le chômage s'élève à environ 12 %, et il touche principalement les jeunes – 30 % d'entre eux sont sans emploi.

On projette que les changements climatiques vont accroître les problèmes économiques du pays, notamment en ce qui concerne l'eau et la nourriture.

Comme beaucoup de pays de la région, l'Arabie saoudite constate déjà les effets des changements climatiques, sous la forme d'une augmentation des températures à l'intérieur du pays, et de sécheresses touchant de larges portions de sa partie nord en raison de pluies insuffisantes. Vers 2040, on prévoit que les températures moyennes y seront plus élevées que la moyenne mondiale, et qu'elles pourraient augmenter de pas moins de 4° Celsius, tandis que la diminution des pluies pourrait encore s'aggraver.

Ces phénomènes pourront s'accompagner d'événements météorologiques extrêmes, comme les inondations de 2010 à Jeddah l'ont montré : l'équivalent d'un an de pluie est tombé en l'espace de quelques heures seulement. L'accumulation de ces changements pourrait avoir un impact dramatique sur la production agricole, qui doit déjà faire face aux défis soulevés par le surpâturage et les pratiques agricoles industrielles intenable à long terme, qui tendent à accélérer la désertification.

De toute façon, 80 % des besoins saoudiens en nourriture sont achetés via une importation largement subventionnée, ce qui signifie que, sans la protection représentée par ces subventions, le pays serait lourdement impacté par la fluctuation des prix de la nourriture au niveau mondial.

« L'Arabie saoudite est particulièrement vulnérable face aux changements climatiques en raison de la fragilité de la plupart de ses écosystèmes, de ses ressources limitées en eau renouvelable, et de son économie qui reste particulièrement dépendante des exportations d'énergies fossiles, alors qu'une importante pression démographique continue d'affecter la capacité du gouvernement à subvenir aux besoins de sa population », concluait en 2010 un rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Le royaume est l'un des pays du monde où l'eau est la plus rare, avec 98 mètres cubes par an et par habitant. La plupart

de l'eau est extraite des nappes phréatiques, dont 57 % ne sont pas renouvelables, et dont 88 % sont utilisés pour l'agriculture. Les usines de désalinisation fournissent environ 70 % des réserves en eau du royaume.

Mais la désalinisation consomme beaucoup d'énergie, plus de la moitié de la consommation pétrolière du pays. À mesure que les exportations pétrolières diminuent, accompagnées des recettes de l'État, et que la consommation du pays augmente, la capacité du pays à recourir à la désalinisation pour subvenir à ses besoins en eau va diminuer.

Au bout du chemin

En Irak, en Syrie, au Yémen et en Égypte, on peut remonter la piste de l'instabilité civile et de la guerre totale à l'impact dévastateur du déclin du pouvoir étatique dans le contexte des sécheresses liées aux changements climatiques, du déclin agricole et du rapide épuisement des réserves pétrolières.

Malgré cela, le gouvernement saoudien a décidé que, plutôt que de tirer un enseignement de l'arrogance démesurée de ses voisins, il n'attendrait pas l'arrivée de la guerre mais commettrait l'acte insensé d'exporter directement la guerre dans la région pour étendre son hégémonie géopolitique et prolonger sa dominance pétrolière.

Malheureusement, ces actions sont symptomatiques de ces régimes qui se sont bercés d'illusions, s'empêchant de fournir une réponse rationnelle à la Crise de la civilisation qui fait s'effondrer le sol sous leurs pieds. Cette illusion collective consiste en une inébranlable conviction fondamentaliste, selon laquelle intensifier les échanges commerciaux résoudra les problèmes générés par ces mêmes échanges lorsqu'ils étaient menés à un rythme normal.

Comme pour nombre de ses voisins, de telles réalités structurelles profondément enracinées sont le signe que

l'Arabie saoudite est effectivement au bord de la déliquescence à long terme, processus qui pourrait débuter dans les années à venir et devenir parfaitement visible d'ici dix ans.

Hélas, ces quelques membres de la famille royale qui pensent pouvoir sauver leur royaume de son inévitable chute à l'aide d'un remaniement hasardeux à la tête du régime sont tout aussi aveuglés que ceux qu'ils cherchent à remplacer.

Nafeez Ahmad

Source : Oumma.com 12-12-2015